



c/o Académie militaire (MILAK)

Caserne – 8903 Birmensdorf

Courriel : Svmm.milak@vtg.admin.ch ouAshsm.milak@vtg.admin.ch

Sommaire

- *Enseignements du vote du 22 septembre 2013*
- *Espionnage entre alliés*
- *Premier volume de la série ARES*
- *AG 2013 ASHSM*
- *Activités 2013-2014*

Quels enseignements tirer du vote sur l'abrogation de l'obligation générale de servir ?

Le peuple suisse a donc massivement rejeté l'initiative du Groupe pour une Suisse sans Armée par 73,2% de non contre 26,8% de oui. De fait, il serait plus juste d'écrire « rejeté par trois quarts des votants ». En effet, plus de la moitié des citoyennes et citoyens ayant le droit de vote n'en ont pas fait usage. Qui sont ces abstentionnistes ? Les jeunes, pourtant plus directement concernés ? Les femmes, pas touchées par l'obligation générale de servir ? Seraient-ce les aînés, plus enclins

à se déplacer aux urnes et davantage attachés aux valeurs traditionnelles de la Suisse, en l'occurrence le concept de « citoyen-soldat », qui ont provoqué ce raz-de-marée ?

Il est évidemment trop tôt pour livrer une analyse approfondie de ce vote sans connaître la réponse à ces questions. Mais les résultats détaillés par canton permettent malgré tout de faire quelques constats et, pour les responsables de la sécurité de notre pays, de tirer quelques enseignements.

Même des cantons traditionnellement peu favorables à l'Armée (comme Genève et le Jura) refusent l'initiative. Par ailleurs, on ne constate pas de clivage significatif entre la Suisse alémanique et la Suisse latine : c'est donc un vote homogène de tout le pays en faveur du maintien du service militaire pour tous, plus précisément pour tous les hommes suisses.

On note toutefois une corrélation élevée entre le taux d'aptitude au service et le pourcentage de refus à l'initiative. Plus le taux d'aptitude est élevé, plus le non est massif et inversement. Le Canton d'Appenzell Rhodes intérieures, avec un taux d'aptitude de 80%, rejette l'initiative avec 81,8% de non ; le Jura, avec 49,6% de conscrits aptes au service militaire, ne dit non qu'à 58,6%. On constate le même clivage entre les cantons urbains (Genève, Bâle, Zurich) et les zones plus rurales et montagnardes (Valais, Suisse centrale, Suisse orientale). De là à tirer la conclusion que celui qui ne veut pas faire son service militaire peut s'y soustraire facilement et que l'égalité du citoyen suisse face à l'obligation de servir est un mythe, il n'y a qu'un pas. Mais il est encore trop tôt pour le franchir.

Les enseignements ensuite. Pour comprendre ce qu'il convient d'entreprendre après ce vote, il faut en rappeler les enjeux. A lire le texte de l'initiative au premier degré, il s'agissait – *seulement* serait-on tenté d'écrire – de passer de la conscription obligatoire (pour les hommes) au service militaire volontaire. Sous cette proposition séduisante, il se cachait en réalité ni plus ni moins que la suppression de l'Armée. En effet, tous les experts suisses et étrangers sont unanimes pour dire qu'avec un service militaire volontaire, l'Armée suisse ne trouvera jamais les ressources humaines suffisantes pour remplir les missions que lui confie la Constitution, notamment l'aide aux autorités et la protection de la population et des infrastructures en cas de menace, mission fortement consommatrice d'effectifs. Le GSsA a toujours eu comme objectif – et il ne s'en cache pas – l'abolition de nos forces armées. Ayant échoué en attaquant de front – le peuple avait répondu par 64,4% de non à la proposition de suppression de l'Armée en 1989 – le GSsA a opté

pour une stratégie indirecte. En supprimant l'obligation générale de servir, il asphyxierait en quelque sorte l'Armée en lui restreignant l'accès à la ressource humaine. Pour pouvoir remplir les missions constitutionnelles en matière de sécurité, il aurait fallu passer à l'Armée de métier. Or cela impliquait une modification de la Constitution, modification qui selon toute vraisemblance, aurait été massivement rejetée par le peuple !

Mais au-delà de l'objet concret, cette initiative aurait eu pour effet bien plus grave de supprimer un des fondements de notre vie collective. Aux droits que nous confère notre statut de citoyen suisse correspondent deux obligations : payer des impôts et participer personnellement – sous forme de service militaire ou de protection civile – à la sécurité du pays en cas de menace. C'est donc un des fondements du *vivre ensemble* suisse qui aurait été aboli.

Comment interpréter le vote du 22 septembre 2013 à la lumière de ces enjeux ? Une solide majorité plébiscite le statu quo : maintenir une obligation générale de servir basée sur le système de milice. Ce très net résultat témoigne du profond attachement des votants à leur Armée et au principe qui veut que chaque citoyen contribue personnellement à la sécurité de la Suisse. Ce vote exprime la conviction des Suisses que le *vivre ensemble* passe par le respect de cette valeur fondamentale : le dévouement pour les autres, le servir plutôt que se servir.

Ce vote confirme aussi la confiance du peuple suisse dans son modèle d'armée et dans les réformes qui sont en cours, notamment la réduction des effectifs (mais pas sous la barre des 100 000 hommes) et de la durée de service de 260 à 225 jours. Ce résultat peut être lu comme la conviction d'une majorité de citoyennes et de citoyens – contrairement à ce qu'affir-

ment ses adversaires – l'armée suisse, telle qu'elle est planifiée pour demain, est l'instrument dont nous avons besoin pour faire face aux risques et menaces futures.

Que dire de ceux qui ont accepté l'initiative ? A côté des *idiots utiles* et des fondamentalistes du pacifisme, enfermés dans leur idéologie irréaliste, convaincus qu'il suffit de supprimer les armées pour supprimer la guerre, il y a des personnes raisonnables qui émettent des réserves fondées à l'égard de notre système de sécurité collective. Ces 26,8 % de oui doivent nous inciter à la réflexion et à une remise en question en profondeur de notre *boîte à outils* (diplomatie, armée, police, protection civile, pompiers, SAMU) pour garantir la sécurité de notre pays.

Ce oui massif comporte cependant un risque. Celui de conforter les conservateurs dans leur volonté de ne rien changer, voire de revenir à l'armée de la Guerre froide. Or les bouleversements géopolitiques et sociétaux auxquels nous assistons exigent des réformes en profondeur. Ces réflexions, qui ne peuvent ici qu'être esquissées, devraient se faire dans trois directions.

En premier lieu, il faut impérativement clarifier notre position par rapport à l'Europe en matière de défense et de sécurité. Le concept du *hérisson suisse*, neutre et indépendant, menant seul sa guerre au cœur géographique du continent est dépassé. La Suisse vit dans le même espace géostratégique et géopolitique que ces voisins et est donc exposée aux mêmes risques et menaces. Une ouverture de notre pays sur l'Europe de la défense est indispensable et d'ailleurs en cours : le laboratoire AC de Spiez est impliqué dans l'enquête sur l'emploi de toxiques de combat en Syrie. Des instructeurs suisses contribuent dans le cadre de l'EUTM (*European Union Training Mission*) à la formation des militaires maliens. L'entreprise d'armement RUAG participe au développement d'un drone du futur européen. Cet effort doit être poursuivi et systématisé.

L'inégalité croissante devant l'obligation de servir est un scandale. Il faudra repenser ce principe dans le sens d'une plus grande justice. Pourquoi les femmes et les étrangers au bénéfice d'un permis C, qui profitent au même titre que les hommes des privilèges qu'offre la vie en Suisse ne sont-ils pas astreints à un service à la collectivité ? L'idée d'un service national à accomplir par tous, selon des modalités à définir mérite d'être creusée, bien que le service militaire doit rester la forme la plus lourde et contraignante, car pouvant aller jusqu'au sacrifice de sa vie ou à donner la mort pour sauver son pays. Une contrainte qu'il faudra honorer d'une façon ou d'une autre par rapport aux autres formes de service à la collectivité. Des pistes ont déjà été esquissées, notamment par les politiciens genevois Pierre Maudet et Hugues Hiltbold.

Enfin, il faudra adapter la façon d'accomplir ses obligations de servir (notamment la durée des périodes de service) à une économie et un système universitaire (système de Bologne) globalisés, pour lesquels de longues absences sont rédhibitoires.

Souhaitons que ce résultat réjouissant pour l'avenir de notre pays ne soit pas un oreiller de paresse mais l'occasion d'une réflexion constructive pour adapter nos instruments de sécurité et de défense aux risques et menaces et aux structures de la société de demain¹.

Div Dominique Juillard,
président ASHSM

¹ Ce texte a paru sous une forme raccourcie dans le numéro d'octobre 2013 de la revue culturelle jésuite *Chosir*.

Espionnage entre alliés: «On a vraiment changé d'échelle»

Les révélations sur le programme mis en place par les Etats-Unis pour espionner leurs partenaires de l'Union européenne provoque de vives réactions de ce côté de l'Atlantique.



Les «Grandes oreilles» de l'Armée suisse à Loèche-les-Bains. (DDPS)

L'Express: Pourquoi des alliés espionnent-ils leurs partenaires ?

François Heisbourg: Il peut y avoir un intérêt quand on est en train de conclure un accord, de connaître les positions, les arguments de votre partenaire, comme c'est le cas aujourd'hui pour l'accord de libre-échange en cours de négociation entre Washington et Bruxelles. Egalement en termes de concurrence industrielle, par exemple entre Boeing et Airbus. Pour des services secrets, la tentation d'espionner existe toujours, mais il n'est pas toujours bon d'y céder. Le coût en termes de réputation peut être très supérieur à l'intérêt des informations obtenues. A quoi peut bien servir d'avoir les adresses e-mail des collaborateurs de Catherine Ashton, la représentante de la diplomatie européenne? On a l'impression que les Etats-Unis ont espionné l'Europe... parce qu'ils en ont les moyens, parce que leur législation en matière d'écoutes est permissive.

L'Express: Mais l'espionnage entre alliés a toujours existé...

François Heisbourg: Certes. Mais là, on change vraiment d'échelle.

Les chiffres publiés par le *Spiegel* donnent le vertige. Surveiller entre 15 et 60 millions de connexions par jour en Allemagne, 2 à 3 millions en France, c'est du jamais vu! On a vraiment du mal à comprendre l'utilité d'une telle débauche de moyens. Les Américains se seraient servis des bâtiments de l'OTAN, une organisation multilatérale, pour espionner ceux de l'Union européenne à Bruxelles... L'Allemagne et la France sont traitées au même niveau que la Chine, l'Irak ou l'Arabie saoudite. En matière d'espionnage, il y a deux règles: ne pas se faire prendre, et si cela se produit, ne pas mentir. Cette règle était globalement respectée pendant la Guerre froide. Les dernières révélations mettent en porte-à-faux l'incroyable discours d'Obama à Berlin. Le président américain, interrogé sur les informations, alors partielles, révélées par l'ancien consultant américain de la NSA Edward Snowden, s'était justifié en expliquant qu'il s'agissait de lutte contre le terrorisme. Barack Obama essaie (mais jusqu'à quel point était-il au courant?) de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

En quoi espionner une ambassade européenne sert-il l'anti-terrorisme? A moins de soupçonner les Européens de terrorisme!

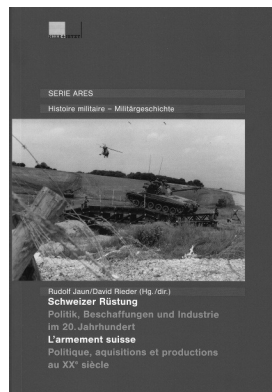
L'Express: Quelles peuvent être les conséquences de cette affaire ?

François Heisbourg: Elles risquent d'être considérables. Les Allemands ont un très mauvais souvenir des périodes de l'histoire où ils ont été sur écoutes. Ils peuvent comprendre qu'ils aient été mis sous surveillance par la Stasi ou la Gestapo. Mais par leur allié américain! Je ne vois pas comment on peut poursuivre des négociations sur le transfert de données, dans le cadre des pourparlers sur l'accord commercial avec les Etats-Unis, alors qu'ils sont allègrement en train de piller les données de leurs partenaires.

Entretien avec François Heisbourg, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique, auteur de *Espionnage et renseignement* (Odile Jacob). Propos recueillis par Catherine Gouëset, *L'Express*, 1^{er} juillet 2013.

La montée en puissance de l'affaire Snowden début juillet n'aura surpris que ceux qui s'évertuent à nier la réalité des jeux de pouvoir à l'échelle planétaire. Oui, les Etats-Unis ont mis la planète sur écoute. Oui, ils surveillent leurs alliés, l'Europe au premier chef. Oui, leurs pôles d'intérêt dépassent de loin la guerre contre la drogue ou le terrorisme. Oui, ils se servent de leur puissance pour vaincre dans une guerre économique où tous les coups sont permis, pour faire gagner leurs entreprises. Mais cela n'est pas nouveau. Par angélisme ou par faiblesse, nous préférons ignorer ces réalités, résultat d'une combinaison subtile entre *hard* et *soft power*.

Le premier volume de la série «ARES»



Le comité de l'ASHSM souhaitait mieux diffuser ses publications (voir la liste sur le site miltariahelvetica.ch/ASHSM) en Suisse et à l'étranger. Il s'est donc adressé à un éditeur ayant pignon sur rue dans le domaine de l'histoire militaire, soit les Editions hier + jetzt, qui publient entre autres l'histoire de l'Etat-major suisse. Les besoins et les acquisitions en matière d'armement de l'Armée suisse se situent au carrefour de contraintes politiques, sociales et technologiques. Ils suscitent donc souvent controverses

politiques et échos médiatiques. *Schweizer Rüstung. Politik, Beschaffung und Industrie im 20. Jahrhundert/L'armement suisse. Politique, acquisitions et productions au XX^e siècle*, les actes du colloque organisé par l'ASHSM à Berne en 2011, réunit les plus récentes recherches historiques portant sur l'armement suisse. Elles sont regroupées autour de trois thèmes : développement national, discours et acteurs, industrie et économie.

Publié sous la direction de Rudolf Jaun et David Rieder, le volume comprend les contributions de Patrick Ernst, Sandro Fehr, Oreste Foppiani, Julien Grand, Christian Hug, Marc Lutz, Alexandre Vautravers, Hervé de Weck, Christoph Wyniger et Marco Wyss.

Ces actes ont eu d'intéressants échos dans les médias. *La Liberté* (Fribourg) et *Le Quotidien jurassien* (Delémont) lui ont consacré le 13 juillet 2013 une page complète dans la rubrique « Histoire vivante ». La NZZ et *Schweizer Soldat* leur ont consacré un compte rendu.

Les membres de l'ASHSM bénéficient d'un prix de faveur : CHF 25.- (frais de port non compris) à la place de CHF 39.-

Commandes : hier + jetzt, Verlag für Kultur und Geschichte GmbH – Postfach, CH-5405 Baden (tél. + 41 56 470 03 00, e-mail order@hierundjetzt.ch)

Le professeur Michael Olsansky, membre du comité ASHSM, assurera la publication du volume 2 de la série ARES, consacré à *La pensée militaire suisse d'Ulrich Wille à Roger Mabilard* qui devrait sortir de presse durant le second semestre l'année 2014.

Des nouvelles du site Internet

L'actualité du site Internet de l'ASHSM suit, logiquement, celle des activités de notre asso-

ciation. En ce deuxième semestre 2013, vous y trouverez donc de plus amples informations sur les thèmes majeurs abordés par notre président dans son rapport lors de l'assemblée générale ordinaire à Colombier.

1. L'événement-phare qui fait l'actualité de notre association en ce moment et qui se profile à grands pas est le colloque international sur la Première Guerre mondiale, à Zurich les 28 février et 1^{er} mars prochains. Vous en trouverez sur Internet (rubrique « Manifestations ») le programme détaillé, ainsi que le *flyer* d'annonce en couleurs, qui montre d'un seul coup d'œil l'ensemble des conférenciers.

2. Les actes du colloque sur l'armement (Série ARES, n° 1) occupent également une bonne place. Vous pourrez lire sur Internet le texte de tous les comptes-rendus et interviews auxquels ils ont donné lieu dans la presse, tant francophone qu'alsémannique. Vous pourrez également en consulter la table des matières (rubrique « Publications »).

3. Très bientôt seront mises en ligne des photographies-souvenirs du congrès de la CIHM à Turin, et de la place que les Suisses y ont tenue (rubrique « Colloques internationaux »).

Sandrine Picaud-Monnerat, webmestre

L'histoire militaire en Suisse, un produit de niche !

Le professeur Rudolf Jaun, vice-président de l'ASHSM, vient de publier dans *Traverse – Revue d'histoire* 2013/1, un article intitulé « Militärgeschichte zwischen Nischdasein und massenmedialer Aufmerksamkeit » dans lequel il cite les ouvrages et les articles remarquables classés par périodes depuis l'ancien régime jusqu'en 2033, début de l'Armée XXI. Cet article se situe dans la suite de son *Inventaire des fonds relatifs à l'histoire militaire suisse (1848-200)* parus à Berne en 2004. On peut trouver une bibliographie élargie sur le site www.revue-traverse.ch.

Activités récentes

7 juin 2013, Colombier

Assemblée générale ASHSM... Sur le champ de bataille de Grandson

Le vendredi 7 juin dernier a eu lieu l'assemblée générale annuelle de l'ASHSM. Dès 9h45, nous avons été aimablement accueillis au château de Colombier, où avait lieu la première partie de cette journée, par un mot de bienvenue du brigadier Lucas Caduff, commandant de la Formation d'application de l'infanterie (FOAP inf). L'AG a débuté classiquement par le rapport de notre président, le divisionnaire Dominique Juillard, puis par ceux du trésorier (bilan financier positif) et des contrôleurs aux comptes ; ensuite de quoi l'auditoire a pu entendre une conférence préparée par le colonel Hervé de Weck, étayée de cartes et d'illustrations, pour prendre de la hauteur sur les événements de 1476 (H. de Weck n'ayant pu être présent en personne à l'AG, sa conférence a été présentée par nos soins). Ainsi éclairés sur le contexte politico-stratégique des années 1470, nous sommes partis en excursion après le déjeuner avec des véhicules *Duro*, en plusieurs étapes, sur les lieux qui ont vu se dérouler en ce 2 mars 1476 la fameuse bataille de Grandson. Le

divisionnaire (CR) Frédéric Greub, fin connaisseur du terrain, de la bataille et des différentes interprétations auxquelles elle a donné lieu, nous a été un guide précieux. Cette journée instructive et conviviale s'est terminée vers 16h15 au château de Colombier.

I. Le rapport du président

Un des événements-phares de l'année 2012 a été le choix d'un éditeur pour le lancement de notre nouvelle collection qui a reçu le nom de *Série ARES*. C'est la maison alémanique hier + jetzt qui a été retenue; elle a déjà une expérience avérée des ouvrages d'histoire militaire, et son équipe est capable d'assumer la publication d'ouvrages et d'articles tant en français qu'en allemand. Le processus de sélection a intégré la renommée scientifique, la faisabilité financière et l'impact sur le marché du livre en Suisse. Les actes du colloque sur l'armement, à votre disposition, forment le vol. 1 de la *Série ARES*.

Le président s'est félicité de la collaboration désormais renforcée avec l'Académie militaire, à Zurich, qui se concrétise dès maintenant par l'organisation d'un colloque international commun, sur la Première Guerre mondiale, les 28 février et 1^{er} mars 2014.

Notre association est toujours bien représentée, proportionnellement à la taille du pays, au sein de la Commission internationale d'histoire militaire (CIHM), dans les instances dirigeantes et lors des congrès annuels. Ce fut le cas à Sofia en août 2012, avec trois communications, une présidence de séance et une délégation de près de vingt membres; la situation se profilait tout aussi favorablement, à la date de l'assemblée générale 2013, pour le congrès de Turin de septembre 2013.

Après avoir précisé le rythme souhaité des activités de notre association à l'avenir (un collo-

que en moyenne tous les deux ans, chaque année une sortie culturelle, outre celle prévue dans le cadre de l'assemblée générale ordinaire), le président a chaleureusement remercié les partenaires de l'ASHSM au sein du DDPS en général, de l'Académie militaire en particulier, et de la Bibliothek Am Guisanplatz, à Berne.

A la date de l'AG, l'ASHSM comptait 248 membres. Notre association se porte globalement bien, mais le recrutement de nouveaux membres doit être une préoccupation de chacun!

II. Le rapport du trésorier

Nous reproduisons ci-dessous le texte complet du rapport lu lors de l'AG.

Le budget 2012-2013 prévoyait une perte de CHF 18900.-, alors que les comptes bouclent avec un excédent de recettes de CHF 1919.49. Cela s'explique par des retards dans les publications des Actes du Colloque 2011 sur la politique d'armement en Suisse et du colloque 2012 sur la pensée militaire suisse. Il a fallu mettre au point avec les Editions hier + jetzt la conception de la série ARES qui accueillera dorénavant les publications de notre Association. L'ouvrage sur le général Wille du professeur Jaun, dont la publication était prévue en 2012-2013, ne sortira qu'en 2018, à l'occasion du 100^e anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale. Des dépenses s'élevant à environ CHF 27000.- sont donc reportées dans le budget 2013-2014, dont CHF 13000.- pour les deux colloques.

Pour le reste, le budget a été respecté. Aux charges, une subvention de CHF 3000.- a été versée à la Société jurassienne des officiers pour la publication, de son ouvrage *Jura, Jura bernois... Aviation civile et militaire, guerre aérienne. 1900-2012*, lors de son 100^e anniversaire. Le compte «Salaires» sert à payer la traduction en allemand des deux *Newsletter* annuelles.

Aux recettes, le compte 401 comprend les ventes des publications de l'ASHSM jusqu'aux Actes du Colloque «Service étranger». Avec la série ARES, les ventes seront encaissées par les Editions hier + jetzt. Les recettes des colloques 2011 et 2012 ont été reportées dans l'exercice 2013-2014, afin qu'on ait une vue d'ensemble des résultats financiers de ces deux activités.

Si l'on regarde le bilan, l'ASHSM dispose d'environ CHF 150000.- disponibles immédiatement ou à moyen terme. Le fonds de placement et, surtout, les bons de caisse du Crédit suisse sont disponibles à moyen terme. Le fonds «Publications» s'élève à CHF 66575.-, le fonds «Colloques» à CHF 75499.-. Les actifs et les passifs transitoires sont surtout les recettes et les dépenses des colloques «Armement» et «Pensée militaire suisse». Le compte «Histoire EMG» est un dépôt du comité de publication de l'*Histoire de l'EMG* qui ne dispose pas de CCP ou de compte bancaire.

Le budget 2013-2014 présente un excédent de dépenses de CHF 6900.- ce qui s'explique par le cumul dans le même exercice des dépenses et des recettes des colloques 2011 et 2012. Jusqu'à présent, l'organisation d'un colloque et la publication des actes occasionnaient un excédent de dépenses d'environ CHF 10000.-, compte tenu de la subvention de la Société suisse d'histoire. Cette fois, deux colloques provoquent un excédent de dépenses bien moindre. Pourquoi? A cause de deux subventions importantes de l'Académie militaire qui s'ajoutent à celles de la Société suisse d'histoire. L'excédent de dépenses 2013-2014 sera couvert par le compte «Fonds publications» au bilan qui s'élève à CHF 66575.-.

Pour le reste, les dépenses et les recettes se situent au niveau des exercices précédents. La somme de CHF 4000.- au compte 303 est le prix pour l'impression de deux *Newsletter*. Les frais de traduction

sont prévus dans le compte « Salaires » (compte 309). La Société suisse d'histoire nous verse CHF 1400.– pour les deux *Newsletter* annuelles. »

III. « La bataille de Grandson et son contexte politico-stratégique »

Vous pouvez lire le texte de la conférence du colonel Hervé de Weck sur le site de l'ASHSM: militariahelvetica.ch/ASHSM.

Les principaux protagonistes des guerres de Bourgogne furent le roi de France Louis XI, le duc de Bourgogne Charles le Téméraire, le duc de Savoie, et, enfin, Berne et les Confédérés. En arrière-plan de ces guerres, il faut toujours garder à l'esprit la motivation principale des initiatives politiques et militaires de Charles le Téméraire: vassal à la fois du roi de France et de l'empereur du Saint-Empire germanique, il voulait faire de ses territoires dispersés (en gros, Flandre, Artois et Picardie d'un côté, duché de Bourgogne et Franche-Comté de l'autre) un ensemble territorial cohérent; il aspirait aussi à une entière souveraineté. Il avait donc le dessein de créer à son profit un royaume médian – une nouvelle Lotharingie –, situé entre le Saint-Empire et la France. Celle-ci était son ennemi essentiel. Or dès 1469, la Confédération suisse, composée à cette époque de huit cantons, ainsi que de Pays alliés et de Pays sujets, se sentait menacée par la Bourgogne, qui avait conclu une alliance militaire avec l'Autriche, dont on savait l'animosité envers les cantons. Certains cantons cherchèrent dès lors à isoler diplomatiquement la Bourgogne, en vue d'une guerre éventuelle.

L'évolution de la situation en Haute Alsace, sous administration bourguignonne, précipita

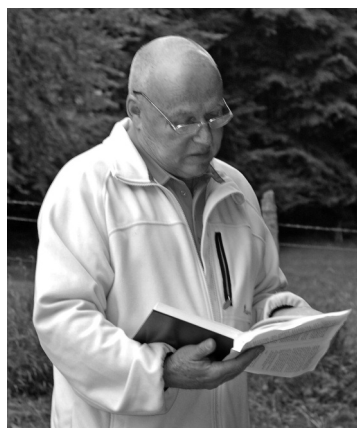
les événements au printemps de 1474. Les villes alsaciennes se révoltèrent contre la Bourgogne; avec les Confédérés, elles provoquèrent la guerre à l'automne 1474. Les guerres de 1474 et 1475, sans stratégie concertée, virent se succéder conquêtes, replis, pillages et massacres. Les Confédérés réussirent toutefois à conquérir le Pays de Vaud, possession du duc de Savoie, allié de la Bourgogne. Charles le Téméraire reprit l'initiative et prit la ville de Grandson au début de 1476, mais fut battu à deux reprises par les Confédérés, lors des batailles de Grandson (2 mars 1476) et de Morat (22 juin suivant). La mort du duc de Bourgogne devant Nancy en janvier 1477 mit fin aux guerres de Bourgogne et marqua aussi la fin des espoirs d'un royaume de Bourgogne autonome. Les territoires de Charles furent partagés entre le roi de France et l'archiduc d'Autriche. La Suisse devint alors pour un temps (jusqu'à la bataille de Marignan) une grande puissance militaire en Europe.

Traditionnellement, les historiens ont prétendu que Louis XI, diplomate rusé, entraîna Berne et les autres cantons, contre leur gré, dans une guerre contre la Bourgogne. Or des recherches récentes montrent que Berne avait intérêt à circonscrire l'influence bourguignonne, même au prix d'une guerre, et que ses dirigeants en étaient conscients.

IV. « Nouveaux éclairages, nouvelles hypothèses sur la bataille de Grandson »

Visite-guidée sur le terrain, sous la houlette du divisionnaire Frédéric Greub.

On peut se reporter à l'entretien accordé par le divisionnaire Greub à notre confrère Dimitry Queloz, transcrit sur le blog de ce dernier, <http://blogdefense.overblog.com/nouvelles-interpr%C3%A9tations-de-la-bataille-de-grandson-1>



Le div Frédéric Greub en pleine explication (photo H. de Weck)

La bataille de Grandson, qui dura trois heures, de 9h à midi, fut principalement une suite de combats de rencontre, autour du pont Porret sur la Vy d'Etra, et sur la route du bord du lac. L'armée de Charles le Téméraire, prise de panique, fut vaincue mais pas détruite, d'où la bataille suivante, à Morat. Pour son analyse de la bataille, le divisionnaire Greub a revisité les sources connues avec une méthodologie nouvelle, attentif à la météorologie, à la topographie, aux contraintes logistiques du temps. Nous reprenons une des questions de Dimitry Queloz dans son entretien: quels sont les principaux résultats et les nouvelles interprétations de votre étude?

« Le premier concerne les effectifs. Ils ont été surévalués par les historiens modernes. Les Confédérés étaient au nombre de 16 000 au maximum, tandis que les forces de Charles le Téméraire s'élevaient à 20 000 au plus. Ces chiffres ne tiennent pas non plus compte des absents. Il devait y avoir un certain nombre de malades et de blessés en raison des conditions météorologiques difficiles du moment. Ces effectifs devaient déjà poser d'importants problèmes logistiques. Par exemple, l'armée bourguignonne devait consommer



A la bataille de Grandson, l'artillerie bourguignonne ne devait pas se trouver sur ce monticule en bordure du lac (coordonnées 543315/187815) comme on le prétend habituellement, mais au Sud-Est d'Onnens. (photo H. de Weck)

chaque jour 500 000 litres d'eau – d'où la nécessité de creuser un bassin – et 100 tonnes de paille et de foin.

Mais le résultat le plus important concerne le lieu précis de la bataille. Pour diverses raisons, je pense que la bataille principale a eu lieu, non pas près du village de Concise, mais quelque trois kilomètres plus au sud-ouest, près d'Onnens. La topographie paraît plus adaptée pour accueillir les effectifs en présence et surtout le positionnement de l'artillerie de Charles le Téméraire. »

Le divisionnaire Greub a l'intention de publier le résultat de son enquête.

*Sandrine Picaud-Monnerat,
membre du comité ASHSM*

1^{er} – 6 septembre 2013

Colloque CIHM à Turin

Longtemps remis en question après le désistement de la Commission japonaise d'histoire militaire suite à la catastrophe de Fukushima, le XXXIX^e Congrès de la CIHM a eu lieu à Turin du 1^{er} au 6 septembre 2013. Il faut le rappeler avec force : c'est grâce au soutien indéfectible des armées italiennes (Terre, Asir, Mer), et en particulier de leur Service historique, sous la conduite de son chef, le colonel Matteo Paesano, que ce Colloque a pu être maintenu et se dérouler dans des conditions optimales, malgré les délais très courts. En effet, un événement d'une telle ampleur aurait été hors de portée de la Commission italienne d'histoire militaire sans la mise à disposition de moyens considérables par les armées.

Le programme scientifique autour d'un sujet alléchant – *Les opérations interarmées et multinationales dans l'histoire militaire* – les activités culturelles et les conditions logistiques idéales – un centre des Congrès au cœur de la ville historique de Turin avec des hôtels de qualité à proximité immédiate – ont fait de ce XXXIX^e Congrès une réussite parfaite.

200 participants de 35 nations ont discuté et débattu sur un sujet d'actualité au regard des opérations récentes et en cours, toutes *joint et combined* selon le vocabulaire OTAN désormais de rigueur. Mais également historique : les campagnes de la période napoléo-

nienne n'était-elle pas déjà des guerres de coalition, impliquant armées de terre et marines? Comme le rappelait le Ministre de la Défense italien dans son discours d'ouverture: «*La storia e sempre storia contemporanea.*»

La Suisse était représentée par une délégation de 14 personnes, notamment le cdt C Adrien Tschumy, président d'honneur de l'ASHSM, le div Dominique Juilland, président de l'ASHSM, le professeur Dr Rudolf Jaun, vice-président de l'ASHSM, le br Fritz Stöckli, trésorier de la CIHM et le professeur Dr Michael Olsansky, professeur d'histoire à l'ACMIL. Proportionnellement aux dimensions du pays, la Suisse était représentée en force à ce XXXIV^e Colloque de la CIHM.

La délégation helvétique s'est également distinguée par ses contributions dans le cadre du programme académique, puisque trois membres de la délégation ont présenté des communications à la fois remarquables et remarquées: Madame Sandrine Picaud-Monnerat sur «Les difficultés du commandement multilatéral au XVIII^e siècle: l'exemple de la guerre de Succession d'Autriche (1744-1748)», le capitaine Daniel Fuhrer sur «To think war differently: from Airland Battle to Effects-Based Operations» et Martin Bürgin qui a présenté dans le cadre du panel pour jeunes doctorants une étude sur les cérémonies commémoratives de la mobilisation de 1939 sous le titre «The Diamond Commemorations: Social Memory and politics of remembrance against the Swiss Armed forces». Dominique Juilland a par ailleurs présidé une session de travail.

La Suisse reste également toujours très active dans les organes scientifiques de la CIHM. Le Dr Mario Mantovani assure la présidence du Comité de bibliographie et le prof Dr Jaun celle du Comité de l'éducation. Si l'on ajoute que le br Fritz Stöckli continue à fonctionner comme trésorier au bureau de la CIHM, force est de constater que la

Suisse assume un rôle important dans les organes dirigeants de la Commission internationale d'histoire militaire.

Grâce aux nombreuses visites organisées par les hôtes italiens, les participants ont pu découvrir les multiples facettes de l'histoire de l'ancienne capitale des Etats de Savoie, puis du Royaume de Piémont-Sardaigne et du Royaume d'Italie. Turin est l'actuel chef-lieu de la région du Piémont, avec ses richesses architecturales et culturelles, notamment le Musée national du cinéma, le Musée national de l'automobile ainsi que le superbe château de la *Venaria reale*.

Une visite au port de guerre de La Spezia – passionnante malgré les cinq heures de route en car militaire au confort spartiate – a permis aux congressistes de mesurer l'évolution de la Marine de guerre italienne en visitant le Musée de la marine, les bassins de carénage et en montant à bord du *Caio Duilio*, une frégate multi-mission de dernière génération.

Un Congrès comme celui de la CIHM est toujours une occasion privilégiée pour s'interroger sur la place et le rôle de l'histoire militaire au sein des sciences sociales, plus particulièrement de l'histoire générale, tant sur le plan de l'enseignement civil que militaire. C'est aussi une opportunité pour se demander qui doit être en charge de l'histoire militaire: les universitaires ou les militaires? Ma conviction personnelle est que cela doit être les universitaires et les militaires. En effet, pour le bien de l'étude de l'histoire militaire, il faut un sain mélange entre chercheurs universitaires, garant de la rigueur scientifique en matière de recherche et des militaires d'active apportant l'expérience concrète du métier des armes et des campagnes en cours, accessoirement des compétences en matière de logistique, ce qui n'est pas négligeable lorsqu'il s'agit de loger, de nourrir et de transporter plus de trois cents personnes!

L'idéal est bien sûr la réunification des deux qualités en une personne: par exemple le professeur d'histoire à l'université, colonel de réserve, ou le colonel d'active docteur en histoire. Mais un universitaire intéressé à la chose militaire et le militaire intéressé à l'histoire font aussi très bien l'affaire. L'essentiel est la présence et la coopération des deux. La preuve éclatante de ce postulat est apporté par la parfaite réussite du congrès de Turin. Les difficultés qu'affronte la Commission française d'histoire militaire pour mettre sur pied le Congrès de 2014 à Paris en sont l'illustration contraire.

Activités ASHSM 2013-2014

28 février-1^{er} mars 2014, Zurich

Colloque ASHSM

Sur le front et derrière le front. La Première Guerre mondiale et ses champs de bataille militaires et sociétaux.

Thèmes des cinq séances de travail:

- Changements dans les forces armées
- Conditions tactiques et opératives
- La Première Guerre mondiale, une guerre totale?
- Souvenirs, manifestations de la pensée
- Expériences et enseignements dans les forces armées après 1918

7 juin 2014 Lucerne, Bâtiment du Panorama

Assemblée générale ASHSM

Décès

- M. Bernard Grüninger, La Chaux-de-Fonds
- Br Jean Langenberger, Romanel/Morges

Très actif en histoire militaire au niveau national et international...

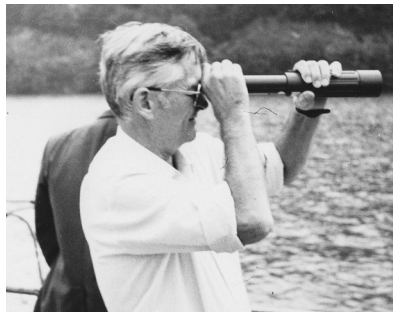
Le brigadier Jean Langenberger a rendu les armes

Jean Langenberger, officier instructeur dans les troupes de protection aérienne, devient le remplaçant du chef d'arme de la PA, avant de prendre en 1983 le commandement de la brigade de forteresse 10 dont la position-clé se trouve à Saint-Maurice. En 1988, le Conseil fédéral le désigne comme chef des œuvres sociales de l'Armée, poste qu'il occupe jusqu'en 1997.

Disciple et ami du colonel EMG Daniel Reichel décédé en 1991, il œuvre à la Fondation Général-Guisan, au comité du Centre d'histoire et de prospective militaires (CHPM) à Pully, ainsi que de l'Association suisse d'histoire et de science militaires (ASHSM). Il assume la logistique du Colloque international de la Commission internationale d'histoire militaire organisée en 1991 à Zurich par l'ASHSM, centré sur le thème *La guerre en montagne*. Sous sa direction sont également entrepris les premiers travaux en relation avec la publication du tome 4 de l'histoire de *L'Etat-major général suisse*, qui paraîtra en 2010, sous le titre «La Suisse entre quatre grandes puissances». Le major Dimitry Queloz, son auteur, a pu compter sur la documentation rassemblée par Jean Langenberger.

A l'époque de la Guerre froide, le brigadier Jean Langenberger participe fidèlement aux colloques de la Commission internationale d'histoire (CIHM) à une époque où ces congrès, qui traitent d'histoire militaire, sont

aussi des occasions de discussions discrètes entre l'Est et l'Ouest. On se souvient qu'à Athènes en 1987, le général soviétique Zhiline et le colonel américain Jessup s'isolent pendant quelques heures pour, sans doute, parler d'autre chose que d'histoire... Le Bureau de la CIHM fait appel à Jean Langenberger pour succéder à Daniel Reichel à la présidence du Comité de bibliographie. Lorsqu'il se retire en 2001, le bilan du brigadier suisse est très positif: la *Bibliographie internationale d'histoire militaire* n'est plus contestée par une seule des trente-cinq commissions nationales, ce qui, au départ, n'était pas évident.



Lors du Colloque de Zurich, Jean Langenberger fait de la prospective sur le lac des Quatre-Cantons... (photo H. de Weck)

On doit à Jean Langenberger une série de publications, dont *Le général Dufour et Saint-Maurice*, *Charles de Castella, architecte militaire*, *Aspects de l'aide en cas de catastrophe en Suisse*:

contribution de l'armée/Aspekte der Katastrophenhilfe für die Schweiz: Beitrag der Armee.

Col Hervé de Weck

Démissions

- M. Pierre-Albert Ançay, Martigny
- Herr Bruno Pfyffer, Kolliken
- Oberst Otto Saxer, Liebefeld
- Cap Schalk, Jacques, Cannes
- M. Jean-Paul Vorpe, Montagny-les-Monts
- Div Hans Wächter, Stein am Rhein

Nouveaux membres

- Herr Marcel Berni, Schiern
- Madame Henriette Alvine, Petit-Lancy
- Herr Marcel Kim, Kallnach
- Maître Benjamin Lebreton, Lausanne
- Monsieur Alexandre Muller, Posieux
- Herr Daniel Reuter, Zürich
- Herr Rodriguez Enrique, Luzern

Recrutement

L'ASHSM compte aujourd'hui environ 235 membres, dont 4 membres d'honneur. Depuis le mois de juin 2009, 60 personnes ont adhéré à l'ASHSM, 16 membres sont décédés, 50 ont démissionné, 8 sont partis sans laisser d'adresse, 11 ont été exclu pour non-paiement de leur cotisations.

Depuis le début des années 1990, les membres de l'ASHSM ont doublé! Ce sont nos publications qui amènent le plus d'adhésions. Mais les démissions dues à l'âge se multiplient. Votre comité, qui se trouve toujours en campagne de recrutement, vous demande de l'aider en faisant connaître notre association autour de vous! Nous tenons à votre disposition les statuts de l'ASHSM et des formulaires d'adhésion. Contactez-nous, si vous avez besoin de ces documents, ou annoncez-nous simplement de nouveaux membres!

Editeur responsable :

Col Hervé de Weck – 7, rue Saint-Michel

CH-2900 Porrentruy – Courriel : herve.deweck@bluewin.ch



Uebersetzung: Andreas Rüdisüli

c/o Militärakademie (MILAK)

Kaserne – 8903 Birmensdorf

E-mail : Svmm.milak@vtg.admin.ch

oder Ashsm.milak@vtg.admin.ch

Zusammenfassung

- *Lehren aus der Abstimmung vom 22. September 2013*
- *Spionage unter Verbündeten*
- *Erster Band der ARES-Reihe*
- *GV 2013 SVMM*
- *Aktivitäten 2013-2014*

Welche Schlüsse sind aus der Abstimmung zur Abschaffung der allgemeinen Wehrpflicht zu ziehen?

Das Schweizer Volk hat die Initiative der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee mit 73,2% Nein gegen 26,8% Ja-Stimmen verworfen. Tatsächlich wäre es korrekter zu sagen, drei Viertel der Abstimmenden hätten sie abgelehnt, denn über die Hälfte der Stimmberechtigten hat von ihrem Recht nicht Gebrauch gemacht. Wer sind diese Nichtwähler? Die Jungen, obwohl sie doch direkt betroffen sind? Die Frauen, die selbst nicht wehrpflichtig sind? Sind es also die älteren Semester, die sich generell mehr an Abstimmungen beteiligen

und den traditionellen Werten wie dem Konzept des «Bürger-Soldaten» eher verpflichtet sind, die dieses überwältigende Resultat ermöglicht haben?

Selbstverständlich ist es noch zu früh, um eine profunde Analyse der Abstimmung zu wagen, ohne die Antwort auf obige Fragen zu kennen. Aber die detaillierten Resultate der Kantone ermöglichen es dennoch, einige Feststellungen zu wagen und erlauben es den Verantwortlichen für die Sicherheit in diesem Land, einige Lehren zu ziehen.

Selbst Kantone, die traditionellerweise wenig armeefreundlich eingestellt sind (wie Genf oder der Jura) haben die Initiative abgelehnt. Ausserdem kann zwischen den Sprachregionen kein signifikanter Unterschied im Abstimmungsverhalten festgestellt werden. Das ganze Land hat geschlossen für die Beibehaltung der Wehrpflicht für alle Schweizer Bürger, genauer gesagt für alle Schweizer Männer, gestimmt.

Es kann allerdings eine hohe Korrelation zwischen der Tauglichkeitsrate eines Kantons und dem Anteil an Nein-Stimmen zur Initiative festgestellt werden. Je höher die Tauglichkeitsrate ist, desto massiver wurde die Initiative verworfen und umgekehrt.

Der Kanton Appenzell Innerrhoden mit einer Tauglichkeitsrate von 80% lehnte die Vorlage mit 81,8% ab; der Jura, in welchem nur 49,6% der jungen Männer als tauglich befunden werden, hingegen lediglich mit 58,6%.

Den gleichen Unterschied kann zwischen den urbanen Kantonen (Genf, Basel, Zürich) und den ländlichen und gebirgigen Gebieten (Wallis, Zentralschweiz, Ostschweiz) festgestellt werden. Davon ausgehend ist kein grosser Schritt mehr, den Schluss zu ziehen, dass derjenige, der seinen Militärdienst nicht leisten will, sich sehr leicht entziehen könne und dass die Wehrgerechtigkeit ein Mythos sei. Es scheint aber dennoch verfrüht, diesen Schritt zu machen.

Nun zu den zu ziehenden Lehren. Um zu verstehen, was aufgrund der Abstimmung unternommen werden kann, muss zuerst an deren Aspekte erinnert werden. Vordergründig verlangte der Text der Initiative – nur ist man versucht zu sagen – den Wechsel von der allgemeinen Wehrpflicht (für Männer) zum freiwilligen Militärdienst. Hinter diesem verführerischen Vorschlag versteckte sich aber nichts minderes als die Abschaffung der Armee. Es sind sich dann auch alle Experten – schweizerische und ausländische – darin einig, dass die Schweizer Armee im Falle der Einführung einer Freiwilligen-Armee niemals das für die Erfüllung der verfassungsmässigen Aufträge notwendige Personal hätte rekrutieren können. Zu diesen Aufträgen gehören in erster Linie die subsidiären Einsätze zugunsten der zivilen Behörden sowie der Schutz der Bevölkerung und der Infrastrukturen im Bedrohungsfall. Alles Aufgaben, die zu ihrer Bewältigung grosse Effektivbestände erfordern.

Die GSoA hatte seit jeher das nie gelegnete Ziel, unsere Streitkräfte abzuschaffen.

Nachdem 1989 die direkte Forderung nach Abschaffung beim Volk mit 64,4% Nein-Stimmen nicht durchgedrungen war, wechselte die GSoA zu einer indirekten Strategie. Mit der Abschaffung der allgemeinen Wehrpflicht hätte sie die Armee quasi stranguliert, indem den Streitkräften der Zugang zu den notwendigen personellen Ressourcen verwehrt worden wäre. Damit man die verfassungsmässigen Aufträge dennoch hätte erfüllen können, wäre die Schaffung einer Berufsarmee unausweichlich geworden. Dies hätte aber eine Verfassungsänderung bedingt, die allem Anschein nach vom Volk an der Urne massiv verworfen worden wäre.

Über die eigentliche Forderung hinaus, hätte die Annahme der Initiative als noch schwerwiegendere Konsequenz einen der Pfeiler unseres gesellschaftlichen Lebens einstürzen lassen. Denn mit den Rechten, welche uns das Schweizer Bürgerrecht garantiert kommen auch zwei Pflichten: die Zahlung von Steuern und die Leistung eines persönlichen Beitrages – in der Form des Wehr- oder Zivilschutzdienstes – an der Sicherheit des Landes im Falle einer Bedrohung. Es wäre also eine der Grundlagen unseres Zusammenlebens in der Schweiz abgeschafft worden.

Wie kann nun unter diesen Voraussetzungen die Abstimmung vom 22. September 2013 interpretiert werden? Eine solide Mehrheit hat sich für die Beibehaltung des Status Quo ausgesprochen: es soll weiterhin eine obligatorische Dienstpflicht auf der Basis des Milizsystems geben. Das klare Resultat zeugt von der starken Verbindung zwischen den Stimmenden und ihrer Armee sowie dem Prinzip, das von jedem einen persönlichen Beitrag zur Sicherheit der Schweiz verlangt. Es gibt ausserdem der Überzeugung der Schweizer Ausdruck, dass unser Gesellschaftsentwurf auf diesem grundlegen-

den Wert beruht: der Einsatz für andere, dienen anstatt sich zu bedienen. Es drückt weiter das Vertrauen des Schweizer Volkes in sein Wehrsystem und in dessen laufende Reformen aus, die unter anderem eine Reduktion der Truppenbestände (allerdings nicht unter die Grenze von 100000 Soldaten) und der Dienstdauer (von 260 auf 225 Tage) mit sich bringen. Das Resultat kann, entgegen der Ansicht der Befürworter – als Ausdruck der Überzeugung einer Mehrheit von Bürgerinnen und Bürgern gesehen werden, dass die Schweizer Armee, so wie sie für die Zukunft reformiert werden soll, das notwendige Instrument darstellt, um den künftigen Risiken und Bedrohungen zu begegnen.

Was kann zu den Befürwortern gesagt werden? Neben denjenigen, die sich von den Befürwortern übertölpeln liessen und den fundamentalistischen Pazifisten, die eingeschlossen in ihrer irrealistischen Ideologie, überzeugt sind, es genüge, die Armeen abzuschaffen um den Krieg zum Verschwinden zu bringen, gibt es auch vernünftige Leute, die begründete Kritik an unserem System der kollektiven Sicherheit anbringen. Diese 26,8% Ja müssen uns Anlass sein, die Garantieinstrumente unserer Sicherheit (Diplomatie, Armee, Polizei, Zivilschutz, Feuerwehr, Ambulanz) zu überdenken.

Das überwältigende Ja beinhaltet aber auch ein Risiko. Konservativ Gesinnte könnten nun in ihrem Bestreben bestärkt werden, nichts zu ändern oder gar die Armee des Kalten Krieges wieder einzuführen. Die aktuellen geopolitischen und sozialen Verschiebungen verlangen aber nach grundlegenden Reformen. Ideen hierzu können an dieser Stelle nur skizzenhaft ausgemalt werden. Drei Richtungen zeichnen sich ab:

Zuallererst drängt sich eine Klärung unserer verteidigungs- und sicherheitspolitischen Position zu Europa auf. Das Konzept des neutralen und unabhängigen Schweizer Igels, der alleine den Krieg im Herzen Europas führt, ist überholt. Die Schweiz befindet sich im gleichen geostrategischen und geopolitischen Raum wie ihre Nachbarn und sieht sich den gleichen Risiken und Bedrohungen ausgesetzt. Die Schweiz muss sich sicherheitspolitisch gegenüber Europa öffnen und tut dies auch zunehmend. Das AC-Labor in Spiez ist in die Untersuchung der Giftgaseinsätze in Syrien involviert, Schweizer Instrukturen bilden im Rahmen der EUTM (*European Union Training Mission*) Militärs in Mali aus, der Rüstungskonzern RUAG beteiligt sich an der Entwicklung einer europäischen Drohne für die Zukunft. Diese Zusammenarbeit muss weitergeführt und systematisiert werden.

Die schwindende Wehrgerechtigkeit ist ein Skandal. Das Prinzip muss im Sinne von mehr Gerechtigkeit überdacht werden. Warum werden Frauen und Ausländer mit Niederlassungsbewilligung C, die im selben Masse wie Schweizer Männer von den Privilegien eines Lebens in der Schweiz profitieren, nicht ebenfalls zu einem Dienst an der Allgemeinheit herangezogen? Die Idee einer allgemeinen nationalen Dienstpflicht und die Ausgestaltung ihrer Modalitäten, verdienen es, weiterverfolgt zu werden. Der Militärdienst muss dabei als härteste und schwierigste Form des Dienstes anerkannt werden, da er im Extremfall vom Soldaten die Selbstaufopferung fordert oder verlangt, für die Rettung seines Landes zu töten. Dies gilt es im Vergleich mit den anderen Dienstformen zu honorieren. Bereits sind denn auch einige Lösungsvorschläge erarbeitet worden, beispielsweise von den Genfer Politikern Pierre Maudet und Hugues Hiltbold.

Schliesslich gilt es, die Ableistung der Dienstpflicht (vor allem die Dauer der Dienstleistung) so auszugestalten, dass sie mit den Bedürfnissen der Wirtschaft und den Bedingungen des Universitätssystems in Einklang gebracht werden kann. In beiden Fällen sind lange Absenzen dem Fortkommen hinderlich.

Es bleibt zu wünschen, dass man sich nach diesem erfreulichen Resultat nicht zurücklehnt und auf den Lorbeeren ausruht, sondern die Gelegenheit für eine konstruktive Debatte über die Anpassung unserer

Sicherheitsinstrumente an die Risiken, Gefahren und Strukturen der Gesellschaft von Morgen ergreift².

*Div Dominique Juillard,
Präsident SVMM*

Spionage unter Verbündeten: «Eine neue Dimension»

Die Enthüllungen über das Spionageprogramm der USA zur Überwachung ihrer EU-Partner provoziert diesseits des Atlantiks geharnischte Reaktionen.



Die «grossen Ohren» der Schweizer Armee in Leukerbad. (VBS)

L'Express: Warum spähen Verbündete ihre Partner aus?

François Heisbourg: Bei Vertragsverhandlungen, wie sie derzeit zwischen Brüssel und Washington bezüglich dem Abschluss eines Freihandelsabkommens geführt werden, gibt es ein Interesse, die Standpunkte und die Argumente seines Gegenübers, zu kennen. Und im Falle eines wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnisses wie zwischen Boeing und Airbus ist Wirtschaftsspionage immer denkbar. Die Geheimdienste werden immer versucht sein zu spionieren, manchmal aber wäre es besser sie widerständen der Versuchung, denn der potentielle Reputationsschaden ist unter Umständen sehr viel höher als der Wert der erhaltenen Informationen. Wozu könnte es dienen, die E-Mail-Adressen der Mitarbeitenden Catherine Ashtons, der Hohen Vertreterin der WEU für Außen-

und Sicherheitspolitik zu erfassen? Man bekommt den Eindruck, die USA hätten Europa aus dem einfachen Grund ausspioniert, weil sie die Mittel dazu haben, weil ihre Gesetzesvorschriften in dieser Hinsicht viel zulassen.

L'Express: Aber die Spionage unter Verbündeten hat es immer gegeben...

François Heisbourg: Sicher, aber in diesem Fall sprechen wir von ganz anderen Dimensionen. Die Zahlen, welche der Spiegel veröffentlicht hat, sind schwindelerregend. Noch nie zuvor sind in Deutschland zwischen 15 und 60 Millionen und in Frankreich zwischen 2 und 3 Millionen Verbindungen pro Tag überwacht worden. So ist es schwierig, einen Sinn in diesem massiven Mittelansatz zu finden. Die Amerikaner sollen in Brüssel gar die Gebäude der NATO, also einer multilateralen Organisation, benützt haben, um die Gebäude der EU auszuspionieren...

Die Amerikaner behandeln Deutschland und Frankreich gleich wie China, den Irak oder Saudi-Arabien. Im Spionagegeschäft gibt es zwei Regeln: sich nicht erwischen lassen, und wenn es doch passiert nicht lügen. Diese Regel wurde während des Kalten Krieges weltweit befolgt. Die letzten Enthüllungen strafen Präsident Obama aber Lügen: in seiner unsäglichsten Rede in Berlin hatte er die von der NSA durchgeführten Aktionen, die teilweise vom Ex-Mitarbeiter Edward Snowden veröffentlicht worden waren, mit dem Kampf gegen den Terrorismus gerechtfertigt. Barack Obama versucht uns hier eine Birne als einen Apfel zu verkaufen (doch ist nicht klar, bis zu welchem Punkt er selber informiert war).

Wie hilft das Ausspähen einer europäischen Botschaft dem Kampf gegen den Terrorismus? Eigentlich nur, wenn die Europäer selbst des Terrors verdächtigt werden...

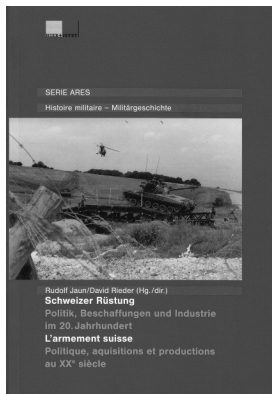
L'Express: Welche Folgen könnte die Affäre haben?

François Heisbourg: Sie können massiv sein. Die Deutschen haben die Zeiten als in ihrem Land die Überwachung allgegenwärtig war in sehr schlechter Erinnerung. Es ist für sie zwar irgendwie nachvollziehbar, dass sie in totalitären Systemen von Organisationen wie der Stasi oder der Gestapo überwacht wurden, aber nicht dass ihr amerikanischer Verbündeter nun das Gleiche tut. Ich sehe derzeit nicht, wie die Gespräche über den Datentransfer im Rahmen des geplanten Freihandelsabkommens mit den Vereinigten Staaten fortgesetzt werden könnten, während letztere zur gleichen Zeit munter Daten ihrer Partner rauben.

Gespräch mit François Heisbourg, Forscher an der *Fondation pour la recherche stratégique* und Autor von *Espionnage et renseignement* (Odile Jacob). Zusammengestellt von Catherine Gouëset, *L'Express*, 1. Juli 2013.

Der Ausbruch der Affäre Snowden konnte lediglich diejenigen überraschen, welche die Realität der globalen Machtkämpfe notorisch leugnen. Denn die USA hören den ganzen Planeten ab, auch ihre Verbündeten – die Europäer zuvorderst. Ihre Interessen gehen viel weiter als der Kampf gegen die Drogenkriminalität oder den Terrorismus. Sie stützen sich auf ihre Macht, um ihren Unternehmen in einem Wirtschaftskrieg Vorteile zu verschaffen, in dem alles erlaubt ist. Aber dies ist alles nicht neu. Wir ziehen es aus Gutgläubigkeit oder Schwäche lediglich vor, diese Realität – Resultat einer Kombination aus *hard* und *soft power*, zu ignorieren.

² Dieser Beitrag ist in einer gekürzten Form in der Oktober-Ausgabe 2013 der jesuitischen Kulturzeitschrift *Choisir* erschienen.



Der erste Band der «ARES»-Reihe

Um unsere Publikationen (Liste unter militariahelvetica.ch/SVMM) im In- und Ausland breiter vertreiben zu können, wandte sich das Komitee des SVMM an hier + jetzt, einen im Bereich der Militärgeschichte angesehenen Verlag, der unter anderem die Serie zur Geschichte des Schweizer Generalstabs verlegt. Die Rüstungsbedürfnisse und -beschaffungen der Schweizer Armee bewegen sich in einem Spannungsfeld von Politik, Gesellschaft und Technologie. Mediale Aufmerksamkeit und politische Kontroversen sind ihnen somit stets gewiss.

Die Akten des vom SVMM 2011 in Bern organisierten Kolloquiums unter dem Titel *Schweizer Rüstung. Politik, Beschaffung und Industrie im 20. Jahrhundert/L'armement suisse. Politique, acquisitions et productions au XX^e siècle*, vereinigt die aktuellsten Forschungsarbeiten zur Schweizer Rüstung in einem Band. Die Artikel wurden in drei Themengebiete unterteilt: Nationale Entwicklung, Diskurse und Akteure sowie Industrie und Wirtschaft.

Das von Rudolf Jaun und David Rieder herausgegebene Werk, enthält Beiträge von Patrick Ernst, Sandro Fehr, Oreste Foppiani, Julien Grand, Christian Hug, Marc Lutz, Alexandre Vautravers, Hervé de Weck, Christoph Wyniger und Marco Wyss.

In den Medien fanden die Akten interessierten Widerhall. *La Liberté* (Freiburg) und *Le Quotidien jurassien* (Delémont) haben dem Band am 13. Juli 2013 in der Rubrik

«Histoire vivante» eine ganze Seite gewidmet. Auch in der NZZ und im *Schweizer Soldat* erschienen Rezensionen.

Die Mitglieder der SVMM erhalten den Band zum Vorzugspreis von CHF 25.– (ohne Versandkosten) statt CHF 39.–.

Bestellungen: hier + jetzt, Verlag für Kultur und Geschichte GmbH, Postfach, CH-5405 Baden (Tel. + 41 56 470 03 00, E-mail order@hierundjetzt.ch)

Dr. Michael Olsansky, SVMM-Vorstandsmitglied, wird für die Publikation des zweiten Bandes der «ARES»-Reihe über das militärische Denken von Ulrich Wille bis Roger Mabillard verantwortlich zeichnen. Das Publikationsdatum ist für das zweite Semester des Jahres 2014 vorgesehen.

Neuigkeiten betreffend den Internetauftritt

Der Internetauftritt der SVMM richtet sich nachvollziehbarerweise nach den Aktivitäten unserer Vereinigung. Im zweiten Semester 2013 finden sich deshalb auf der Seite weiterführende Informationen über die Themen, die unser Präsident zum Inhalt seiner Rede an der ordentlichen Generalversammlung in Colombier gemacht hat.

1. Das internationale Kolloquium über den Ersten Weltkrieg vom kommenden 28. Februar und 1. März in Zürich dominiert derzeit unsere Vereinigung. Das detaillierte Programm sowie den Ankündigungsflyer in Farbe ist im Internet unter der Rubrik «Veranstaltungen» zu finden.

2. Die Akten zum Kolloquium über die Rüstung («ARES»-Reihe, N° 1) wird ebenfalls prominent behandelt. Die Texte sämtlicher darüber in der West- und Deutschschweizer Presse erschienenen Rezensionen und Interviews werden auf der Internetseite zu finden sein. Auch das Inhaltsverzeichnis ist dort unter der Rubrik «Publikationen» aufgeführt.

3. In Kürze werden unter der Rubrik «Internationale Kolloquien» auch die Erinnerungsbilder an den Kongress der IKM in Turin aufgeschaltet, an welchem die Schweizer Vertreter eine wichtige Rolle gespielt haben.

Sandrine Picaud-Monnerat, Webmaster

Militärgeschichte in der Schweiz, ein Nischenprodukt!

Der Vizepräsident der SVMM, Professor Rudolf Jaun, hat in *Traverse – Zeitschrift für Geschichte* 2013/1 einen Artikel mit dem Titel «Militärgeschichte zwischen Nischendasein und massenmedialer Aufmerksamkeit» veröffentlicht, in welchem er wichtige Werke der Militärgeschichte in chronologischer Reihenfolge vom Ancien Régime bis 2003, dem Jahr der Einführung der Armee XXI, aufführt. Der Artikel fügt sich in sein *Verzeichnis zu den Quellenbeständen zur schweizerischen Militärgeschichte (1848-2000)* ein. Auf www.revue-traverse kann eine erweiterte Bibliographie eingesehen werden.

Jüngste Aktivitäten

7. Juni 2013, Colombier, Generalversammlung der SVMM... Auf dem Schlachtfeld von Grandson

Am vergangenen 7. Juni fand die jährliche Generalversammlung der SVMM statt. Um 9 Uhr 45 hiess uns Brigadier Lucas Caduff, Kommandant des Lehrverbandes Infanterie (LVb Inf) im Schloss Colombier, wo der erste Teil des Tagesprogramms stattfand, herzlich Willkommen. Die Versammlung selbst eröffnete traditionellerweise der Jahresbericht unseres Präsidenten Divisionär (AD) Dominique Juilland. Im Anschluss

darán konnten der Kassier und die Revisoren in ihrem Rapport einen positiven Rechnungsabschluss verkünden.

Schliesslich kamen die Mitglieder in den Genuss einer von Oberst Hervé de Weck vorbereiteten Präsentation, die einen Überblick über die Geschehnisse von 1476 eröffnete (da H. de Weck leider an der Versammlung nicht teilnehmen konnte, wurde die Präsentation von Sandrine Monnerat gehalten). Bestens über den politisch-strategischen Kontext der 1470er-Jahre informiert, stiegen wir nach dem Mittagessen in die bereitstehenden Duros und besuchten in verschiedenen Etappen die Orte, an welchen an diesem 2. März 1476 die berühmte Schlacht von Grandson stattgefunden hat. In Divisionnaire (AD) Frédéric Greub hatten wir einen kundigen Führer, der das Terrain, die Schlacht und die verschiedenen Interpretationen, die über sie angestellt werden, genauestens kennt. Um 16 Uhr 15 fand dieser gesellige und lehrreiche Tag im Schloss von Colombier schliesslich sein Ende.

I. Der Bericht des Präsidenten

Eines der Schlüsselereignisse des Jahres 2012 war die Wahl eines Verlanges für die Lancierung unserer neuen «ARES» getauften Reihe. Den Zuschlag erhielt das Deutschschweizer Verlagshaus hier + jetzt. Hier + jetzt verfügt bereits über ausgewiesene Erfahrung im Bereich der militärhistorischen Literatur und die Belegschaft ist in der Lage, Artikel und Bücher sowohl auf Französisch als auch auf Deutsch zu veröffentlichen. Zu den Evaluationskriterien zählten die wissenschaftliche Renommée, die finanzielle Tragbarkeit und der Anteil des Verlags im Schweizer Buchmarkt. Die nunmehr verfügbaren Akten des Kolloquiums zur Rüstung bilden den 1. Band der ARES-Reihe.

Der Präsident freute sich auch über die verstärkte Zusammenarbeit mit der MILAK an der ETH Zürich, die sich mit der gemeinsamen Organisation eines inter-

nationalen Kolloquiums zum Ersten Weltkrieg am 28. Februar und 1. März 2014 konkretisiert.

Unsere Vereinigung ist im Vergleich zur Grösse des Landes noch immer gut in den Führungsgremien und an den jährlichen Kongressen der Internationalen Kommission für Militärgeschichte (IKM) vertreten. Im August 2012 in Sofia zeigte sich dies in drei Schweizer Vorträgen, einem von einem Schweizer moderierten Panel und einer Delegation von annähernd 20 Personen. Für den Kongress von Turin 2013 zeichnete sich an der Generalversammlung desselben Jahres eine ähnlich erfreuliche Beteiligung ab.

Für die Veranstaltungen der Vereinigung wünscht sich der Präsident einen Rhythmus von zwei Jahren für die Kolloquien und einen jährlichen Kulturausflug zusätzlich zur traditionellen Exkursion im Rahmen der ordentlichen Generalversammlung. Zum Schluss dankte er den Partnern der SVMM im VBS herzlich und hob unter ihnen die Mitarbeitenden der MILAK und der BiG (Bibliothek am Guisanplatz, Bern) besonders hervor. Zum Zeitpunkt der Generalversammlung zählte die SVMM 248 Mitglieder. Im Allgemeinen geht es unserer Vereinigung gut, doch sollte es sich jeder zur Aufgabe machen, neue Mitglieder zu werben!

II. Der Bericht des Kassiers

Wir drucken an dieser Stelle den gesamten Text des Berichtes ab, der anlässlich der Generalversammlung verlesen wurde.

«Das Budget 2012-2013 sah einen Verlust von CHF 18 900.– vor, der Rechnungsabschluss aber ist mit einem Überschuss von CHF 1919.45 positiv. Dies erklärt sich mit der verspäteten Publikation der Akten des Kolloquiums 2011 über die Rüstungspolitik in der Schweiz und derjenigen des Kolloquiums 2012 über das schweizerische militärische Denken. Mit dem Verlag hier + jetzt musste die Konzeption der «ARES»-Reihe, in der von nun an die Publikationen unserer Vereinigung erscheinen, ausgestaltet werden.

Professor Jaun wird sein Werk über General Wille, dessen Publikation für 2012 oder 2013 vorgesehen war, erst 2018 zum 100 Jahrestag des Endes des Ersten Weltkrieges veröffentlichen. Die für diese Publikationen vorgesehenen Mittel von etwa CHF 27 000.–, wovon CHF 13 000.– für die Akten der beiden Kolloquien verplant sind, werden deshalb in das Budget 2013-2014 übertragen.

Im Übrigen wurde das Budget eingehalten. Die Vereinigung überwies eine Subvention von CHF 3000.– zuhanden der Offiziersgesellschaft des Kantons Jura für ihre Jubiläumsschrift *Jura, Jura bernois... Aviation civile et militaire, guerre aérienne. 1900-2012*. Das Konto «Löhne» dient der Bezahlung der Übersetzung des zweimal jährlich erscheinenden Newsletters.

Betreffend der Einnahmen sind unter Konto 401 die Verkäufe der Publikationen der SVMM bis und mit den Akten des Kolloquiums über die «Fremden Dienste» verzeichnet – die Verkäufe der «ARES»-Reihe werden vom Verlagshaus hier + jetzt einkassiert werden. Die Einnahmen aus den Kolloquien 2011 und 2012 werden ihrerseits in die Rechnung 2013-2014 übertragen, um eine Gesamtsicht über die Finanzen der beiden Anlässe zu ermöglichen.

Insgesamt verfügt die SVMM über etwa CHF 150 000.– die sofort oder mittelfristig verfügbar sind. Die in Investmentfonds platzierten Mittel und vor allem die Obligationen bei der Crédit Suisse können nur mittelfristig verfügbar gemacht werden. Der Fonds «Publikationen» enthält CHF 66 575.– der Fonds «Kolloquien» CHF 75 499.–. Die transitorischen Aktiven und Passiven betreffen hauptsächlich Einnahmen und Ausgaben der Kolloquien «Rüstung» und «schweizerisches militärisches Denken». Das Konto «Geschichte Gst» dient dem Publikationskomitee der *Generalstabsgeschichte*, das weder über ein Bank- noch über ein Postcheckkonto verfügt, als Depositum.

Für das Rechnungsjahr 2013-2014 wird mit einem Defizit von CHF 6900.– gerechnet. Der Fehlbetrag ergibt sich aus der Kumulierung der Einnahmen und Ausgaben der Kolloquien von 2011 und 2012 in einer Jahresrechnung. Bis dato resultierten Abhaltung und Publikation der Akten eines Kolloquiums unter Miteinbezug der Subvention seitens der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte in einem Defizit von etwa CHF 10000.–. Nun konnte der Fehlbetrag dank zwei hohen zusätzlichen Subventionen der Militärakademie deutlich geringer gehalten werden. Das Defizit für 2013-2014 wird durch Entnahme aus dem «Fonds Publikationen» gedeckt, in welchem CHF 66575.– liegen.

Die restlichen Ausgaben und Einnahmen bewegen sich in den gleichen Höhen wie in den Vorjahren. CHF 4000.– aus dem Konto 303 dienen zur Deckung der Druckkosten der beiden *Newsletters*. Die Übersetzungskosten werden über das Konto 309 «Löhne» beglichen. Die beiden jährlichen *Newsletters* werden im Übrigen durch die Schweizerische Gesellschaft für Geschichte mit CHF 1400.– subventioniert.»

III. «Die Schlacht von Grandson in ihrem politisch-strategischem Umfeld»

Der Wortlaut der Konferenz von Oberst de Weck kann auf der Internetseite der SVM unter www.militariahelvetica.ch/ASHSM eingesehen werden.

Die Hauptprotagonisten der Burgunderkriege waren der französische König Ludwig XI, der Burgunderherzog Karl der Kühne, das Herzogtum Savoyen und schliesslich Bern und die Eidgenossenschaft. Zum Verständnis dieses Konflikts dürfen die Beweggründe der politischen und militärischen Vorstösse Karls des Kühnen nicht ausser Acht gelassen werden. Der Burgunderherzog war gleichzeitig Vasall des französischen Königs und des Kaisers des Heiligen Römischen Reiches deutscher Nation;

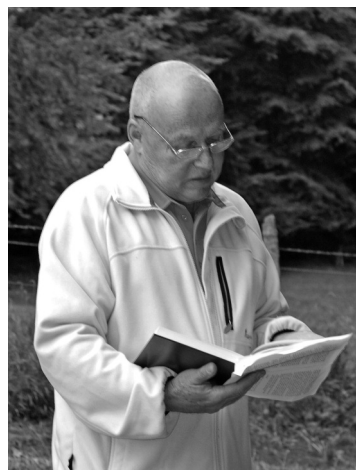
er trachtete danach, seine verzettelten Ländereien (in etwa Flandern sowie Artois und die Picardie im Norden, sowie das Herzogtum und die Freigrafschaft Burgund im Süden) zu einem zusammenhängenden Herrschaftsbereich zusammenzufügen. Er träumte davon, durch die Schaffung eines Mittelreiches – eines neuen Lotharingen – zwischen Frankreich und dem deutschen Kaiserreich ein selbst souverän zu werden. Der französische König war dabei der Hauptgegner aber auch die Eidgenossenschaft, die damals aus acht Ständen, Zugewandten Orten und Untertanengebieten bestand, fühlte sich vom Burgunderherzog bedroht. Dieser hatte nämlich mit ihrem alten Gegner Österreich ein Militärbündnis geschlossen. In Erwartung eines möglichen Krieges versuchten deshalb einige Kantone, Burgund diplomatisch zu isolieren.

Im Frühjahr 1474 provozierten die Ereignisse im burgundisch verwalteten Oberelsass den Kriegsausbruch, als sich die elsässischen Städte mit Unterstützung der Eidgenossenschaft gegen die burgundische Herrschaft erhoben. In den Jahren 1474 und 1475 entbehrte die Kriegsführung einer zielgerichteten Strategie. Eroberungen, Rückzüge, Plünderungen und Massaker folgten planlos aufeinander. Immerhin gelang es den Eidgenossen, die Waadt, Teil des mit Burgund verbündeten Herzogtums Savoyen, zu erobern. Daraufhin ergriff Karl der Kühne die Initiative und nahm zu Beginn des Jahres 1476 die Stadt Grandson ein, wurde aber in den darauffolgenden Schlachten von Grandson (2. März 1476) und Murten (22. Juni desselben Jahres) geschlagen. Der Tod Karls in der Schlacht von Nancy im Januar 1477 beendete schliesslich nicht nur die Burgunderkriege sondern auch die Hoffnungen auf ein unabhängiges Königreich Burgund. Die Ländereien des Herzogs wurden unter dem französischen König und dem österreichischen Erzherzog aufgeteilt. Die Eidgenossenschaft wiederum wurde für einige Zeit (bis zur Niederlage von Marignano) eine militärische Grossmacht in Europa.

Die traditionelle Geschichtsschreibung will es, dass der listige Diplomat Ludwig XI., Bern und die anderen eidgenössischen Orte gegen ihren Willen in den Krieg mit Burgund getrieben hat. Neueste Forschungen hingegen zeigen auf, dass Bern ein Interesse daran hatte, den burgundischen Einfluss in der Region einzudämmen – selbst unter Inkaufnahme eines Krieges, und dass die politischen Führer der Stadt sich dessen sehr wohl bewusst waren.

IV. «Neue Erkenntnisse, neue Hypothesen zur Schlacht von Grandson»

Exkursion auf das Schlachtfeld unter Leitung von Divisionär Frédéric Greub.



Für weitere Informationen kann das Gespräch von Divisionär Greub mit unserem Kollegen Dimitry Queloz auf dessen Blog unter der Adresse <http://blogdefense.overblog.com/nouvelles-interpr%C3%A9tations-de-la-bataille-de-grandson-1> eingesehen werden.

Div Frédéric Greub während der Schilderung der Schlacht (H. de Weck)



Die burgundische Artillerie stand während der Schlacht von Grandson wahrscheinlich nicht wie allgemein angenommen auf dieser Anhöhe am Seeufer (Koordinaten 543315/ 187815) sondern südwestlich von Onnens. (H. de Weck)

Die Schlacht von Grandson bestand aus einer Abfolge von Begegnungsgefechten, die zwischen neun Uhr morgens und der Mittagszeit rund um die Brücke von Porret auf der Vy d'Etra und auf der Strasse dem See entlang stattfanden. Die Armee Karls des Kühnen geriet in Panik und wurde geschlagen aber sie wurde nicht vernichtet, weshalb es später zur Schlacht von Murten kam. Divisionär Greub hat für seine Analyse die bekannten Quellen nach einer neuen Methode ausgewertet – er stützte sich auf die Witterungsverhältnisse, die topographischen Gegebenheiten und auf die logistischen Zwänge der Epoche.

Wir geben an dieser Stelle die Antwort auf eine von Dimitry Queloz' Interviewfragen wider:

« Was sind die wichtigsten Ergebnisse und neuen Interpretationen ihrer Studie? »

« Das erste Resultat betrifft die Bestände, die von den modernen Historikern zu hoch angesetzt worden sind. Die Eidgenossen stellten maximal 16 000 Mann ins Feld, die Armee Karls wiederum zählte nicht mehr als 20 000 Soldaten. Diese Zahlen tragen dabei noch nicht einmal der Tatsache Rechnung, dass aufgrund der schwierigen Witterungsverhältnisse beide Armeen nicht in voller Stärke aufmarschieren konnten, es gab sicher Verletzte und Kranke. Ausserdem stellten auch diese Effektivbestände bereits grosse Ansprüche an die Logistik: Die burgundische Armee beispielsweise benötigte jeden Tag 100 Tonnen Stroh und Heu sowie 500 000 Liter Wasser – weshalb extra ein Bassin ausgehoben werden musste. »

Aber das wichtigste Resultat betrifft die Frage nach dem Ort der Schlacht. Aus verschiedenen Gründen nehme ich an, die Schlacht habe nicht wie allgemein angenommen in der Nähe von Concise stattgefunden, sondern etwa drei Kilometer südwestlich in der Nähe von Onnens. Dort erscheint die Topographie günstiger für die Entfaltung der bestandesstarken Armeen und vor allem auch für die Artillerie von Karl dem Kühnen. »

Div Greub plant, die Resultate seiner Studie zu veröffentlichen.

Sandrine Picaud-Monnerat,
Vorstandsmitglied SVMM

1.-6. September 2013 – IKM-Kolloquium in Turin

Nachdem die japanische Kommission für Militärgeschichte aufgrund der Katastrophe von Fukushima auf die Organisation des XXXIX. Kongresses der IKM verzichten musste, war es lange Zeit unsicher, ob der Kongress würde stattfinden können. Schliesslich war es in erster Linie der tatkräftigen Unterstützung durch die italienischen Streitkräfte, speziell durch deren historischen Dienst unter Oberst Matteo Paesano, geschuldet, dass der Kongress trotz der kurzen Vorbereitungszeit zwischen dem 1. und dem 6. September 2013 unter optimalen Bedingungen durchgeführt werden konnte. Ohne die Bereitstellung bemerkenswerter Mittel seitens der Streitkräfte wäre die Nationale Kommission für Militärgeschichte nicht in der Lage gewesen, innert Kürze ein derartiges Grossereignis zu organisieren.

Zum grossen Erfolg des XXXIX. Kongresses haben schliesslich das wissenschaftliche Programm rund um ein hochinteressantes Thema – Die streitkräfteübergreifenden und multinationalen Operationen in der Militärgeschichte – sowie die kulturellen Angebote und die idealen logistischen Bedingungen, mit einem Kongresszentrum im Herzen der Altstadt von Turin und komfortablen Hotels in nächster Umgebung, zu gleichen Teilen beigetragen.

200 Teilnehmer aus 35 Ländern diskutierten und debattierten über ein Thema, welches gleichzeitig aktuell und – im Hinblick auf laufende und jüngst abgeschlossene Operationen – alle *joint* und *combined* nach der nunmehr verbindlichen Begriffsregelung der NATO – und historisch ist (waren nicht schon die Feldzüge der napoleonischen Epoche teilstreitkräfteübergreifend und multinational indem sie Feldheere und Seestreitkräfte verschiedener Nationen in ihre Operationen miteinbezogen?).

Der italienische Verteidigungsminister drückte dies in seiner Eröffnungsrede wie folgt aus: «La storia e sempre storia contemporanea».

Die Schweiz wurde am Kongress von einer 14-köpfigen Delegation vertreten, zu welcher unter anderen KKdt A. Tschumy, Ehrenpräsident der SVMM, Div D. Juilland, Präsident der SVMM, Prof. Dr. Rudolf Jaun, Vizepräsident der SVMM, Br F. Stöckli, Kassier der SVMM und der Dozent für Militärgeschichte an der MILAK Dr. Olsansky zählten. Damit war sie im Vergleich zur Grösse des Landes an diesem XXXIV. Kolloquium des IKM überproportional gross und hat sich überdies durch die Qualität ihrer Beiträge zum akademischen Programm hervorgetan – hielten doch drei ihrer Mitglieder bemerkenswerte Vorträge, die sicherlich in Erinnerung bleiben werden: Dr. Sandrine Picault-Monnerat über «*Les difficultés du commandement multilatéral au XVIII^e siècle: l'exemple de la guerre de succession d'Autriche (1741 – 1748)*», Hptm Daniel Fuhrer über «*To think war differently: from AirLand Battle to Effects-Based Operations*» und Martin Bürgin, der im Rahmen des Panels für junge Doktoranden eine Studie über die Gedenkfeiern zur Mobilmachung 1939 unter dem Titel «*The Diamond Commemorations: Social Memory and politics of remembrance against the Swiss Armed Forces*» vorstellte. Ausserdem übernahm es Div D. Juilland, ein Panel zu moderieren.

Auch in den wissenschaftlichen Organen der IKM bleibt die Schweiz weiterhin sehr aktiv. Dr. Mauro Mantovani übt die Präsidenschaft des bibliographischen Komitees und Prof. Dr. Rudolf Jaun diejenige des Bildungskomitees aus. Da Br Fritz Stöckli weiterhin das Amt des Kassiers im Büro der IKM bekleidet, ist die Schweiz in den Führungsorganen der Internationalen Kommission für Militärgeschichte nach wie vor prominent vertreten.

Dank den vielen von den italienischen Gastgebern organisierten Besichtigungen konnten die Teilnehmer den Facettenreichtum der früheren Hauptstadt der vom Hause Savoyen beherrschten Territorien und Königreiche (sowie aktuellem Hauptort der Region Piemont) und deren architektonischen und kulturellen Reichtum bewundern. Speziell hervorzuheben wären in diesem Zusammenhang das nationale Filmmuseum, das nationale Automobilmuseum oder das prachtvolle Schloss *Venaria reale*.

Der Besuch des Kriegshafens La Spezia ermöglichte es den Kongressteilnehmern, sich einen Überblick über die Entwicklung der italienischen Kriegsmarine zu verschaffen. Dazu dienten ein Rundgang durch das Marinemuseum, die Besichtigung der Wartungsdocks und schliesslich ein Besuch der Multimissions-Fregatte *Caio Duilio*, eines Kriegsschiffes der neuesten Generation. Ein äusserst bereicherndes Programm also, für das man auch die fünf Stunden Fahrt in einem spartanisch ausgestatteten Militärbus gerne in Kauf nahm.

Ein Kongress wie derjenige der IKM ist immer ein willkommener Anlass, um den Platz und die Rolle der Militärgeschichte in den Sozialwissenschaften und speziell innerhalb der Allgemeinen Geschichte, vor allem was die zivile und militärische Ausbildung betrifft, zu diskutieren. Gleichzeitig ist er aber auch eine Gelegenheit zu hinterfragen, ob die Militärgeschichte in die Kompetenz der universitären Wissenschaft oder des Militärs fällt. Es ist meine persönliche Überzeugung, dass dies Sache der Universitäten UND des Militärs ist. Denn es braucht zur Pflege des Studiums der Militärgeschichte eine wohldosierte Mischung zwischen universitären Forschern als Garanten der Wissenschaftlichkeit und Berufsmilitärs, die ihre praktische Erfahrung des Waffenhandwerks und der laufenden Operationen einbringen (um die logistischen Kompetenzen nicht zu vergessen, die es braucht, um mehr als 300 Personen unterzubringen, zu verpflegen und zu transportieren!).

Ideal ist selbstverständlich die Verbindung beider Qualitäten in einer Person: wenn beispielsweise der Geschichtsdozent gleichzeitig Oberst der Reserve ist oder der aktive Oberst einen Doktor in Geschichtswissenschaften vorzuweisen hat. Aber auch am Militär interessierte Wissenschaftler und an Geschichte interessierte Militärs sind der Aufgabe gewachsen, vorausgesetzt sie finden Gelegenheit zur Zusammenarbeit. Davon zeugt der grossartige Erfolg des Kongresses von Turin. Im Umkehrschluss bestätigen auch die Probleme der französischen Kommission für Militärgeschichte bei der Organisation des Kongresses 2014 in Paris diese Erkenntnis.

Aktivitäten SVMM 2013-2014

28. Februar – 1. März 2014,
Zürich

Kolloquium SVMM

«An der Front und hinter der Front: Der Erste Weltkrieg und seine militärischen und gesellschaftlichen Gefechtsfelder»

Themen der fünf Module

- Wandel der Streitkräfte
- Operative und taktische Herausforderungen
- Der Erste Weltkrieg – ein Totaler Krieg?
- Kriegserinnerung, Manifestationen des Gedenkens
- Kriegserfahrungen und «Kriegslehren» nach dem Ersten Weltkrieg

7 Juni 2014 Luzern, Gebäude
des Bourbaki-Panoramas

Generalversammlung der SVMM

Todesfälle

- M. Bernard Grüninger, La Chaux-de-Fonds
- Br Jean Langenberger, Romanel/Morges

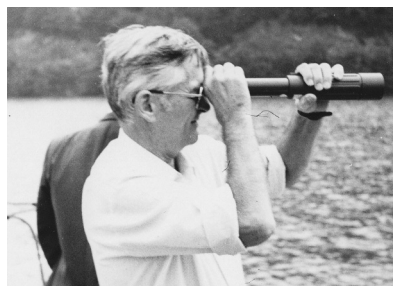
Auf nationaler und internationaler Ebene sehr aktiv in militärhistorischen Belangen...

Brigadier Jean Langenberger hat die Waffen übergeben

Der Instruktionsoffizier der Luftschutztruppen Jean Langenberger stieg innerhalb seiner Truppengattung bis zum stellvertretenden Waffenchef auf, bevor er 1983 das Kommando über die Festungsbrigade 10 übernahm, deren Schlüsselstellung die Festung Saint-Maurice bildete. Der Bundesrat ernannte ihn 1988 zum Chef des Sozialdienstes der Armee, eine Funktion, die er bis 1997 ausübte.

Als Schüler und Freund des 1991 verstorbenen Obersten i GSt Daniel Reichel, wirkte er in der Stiftung General-Guisan, in den Vorständen des Zentrums für Militärgeschichte und prospektive Studien (CHPM) in Pully, sowie der Schweizerischen Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft (SVMM). Er zeichnete für die Logistik des von der SVMM 1991 in Zürich organisierten internationalen Kolloquiums der Internationalen Kommission für Militärgeschichte über *Den Krieg im Gebirge* verantwortlich. Unter seiner Führung fanden auch die ersten Arbeiten zur Publikation des 2010 unter dem Titel «La Suisse entre quatre grandes puissances» erschienenen vierten Bandes der Geschichte des Schweizer Generalstabes statt. Jean Langenberger stellte dessen Autor Major Dimitry Queloz seine zusammengetragene Dokumentation zum Thema zur Verfügung.

Zur Zeit des Kalten Krieges nahm Brigadier Jean Langenberger regelmässig an den Kolloquien der Internationalen Kommission für Militärgeschichte (IKM) teil. Damals boten diese militärhistorischen Kongresse eine Gelegenheit für diskrete Diskussionen zwischen Ost und West. In Erinnerung blieb die Begegnung zwischen dem sowjetischen General Zhiline und dem amerikanischen Obersten Jessup 1987 in Athen, als diese während ihrer mehrstündigen Unterredung unter vier Augen sicherlich von anderen Dingen als von Militärgeschichte gesprochen haben... Schliesslich wird Jean Langenberger vom Büro der IKM als Nachfolger von Daniel zum Präsidenten des bibliographischen Komitees berufen. Als er sich 2001 aus dem Amt verabschiedet kann der Schweizer Brigadier eine sehr positive Bilanz vorweisen: Keine der 35 nationalen Kommissionen stellt mehr die *Bibliographie internationale d'histoire militaire* in Frage. Davon konnte zu Beginn der Amtszeit Jean Langenbergers keinesfalls ausgegangen werden.



Während des Zürcher Kolloquiums, Jean Langenberger auf Exkursion auf dem Vierwaldstättersee...

Wir verdanken Jean Langenberger auch eine ganze Reihe Veröffentlichungen, wie beispielsweise *Le general Dufour et Saint-Maurice*, *Charles de Castella, architecte militaire*, *Aspects de l'aide en cas de catastrophe en Suisse: contribution de l'armée* / *Aspekte der Kata*

strophenhilfe für die Schweiz: Beitrag der Armee.

Oberst Hervé de Weck

Austritte

- M. Pierre-Albert Ançay, Martigny
- Herr Bruno Pfyffer, Kölliken
- Oberst Otto Saxer, Liebefeld
- Cap Schalk, Jacques, Cannes
- M. Jean-Paul Vorpe, Montagny-les-Monts
- Div Hans Wächter, Stein am Rhein

Neueintritte

- Herr Marcel Berni, Schiern
- M^{me} Henriette Alvine, Petit-Lancy
- Herr Marcel Kim, Kallnach
- Maître Benjamin Lebreton, Lausanne
- M. Alexandre Muller, Posieux
- Herr Daniel Reuter, Zürich
- Rodriguez Enrique, Luzern

Mitgliederwerbung

Die SVMM zählt heute etwa 235 Mitglieder, wovon vier Ehrenmitglieder sind. Seit Juni 2009 sind 60 Personen der SVMM beigetreten, 16 sind verstorben, 50 sind ausgetreten, 8 sind ohne Adressangabe verzogen und 11 wurden wegen Nichtbegleichung der Mitgliederbeiträge ausgeschlossen.

Seit Beginn der 1990er-Jahre hat sich die Mitgliederzahl der SVMM verdoppelt! Die meisten Neumitglieder werden durch unsere Publikationen auf uns aufmerksam. Allerdings nehmen die altersbedingten Rücktritte zu. Der Vorstand bemüht sich beständig um neue Mitglieder und bittet Sie hiermit, diese Bemühungen zu unterstützen, indem Sie unsere Vereinigung in ihrem Umfeld bekannt machen! Gedruckte Exemplare der Statuten und Beitrittserklärungen stehen stets zur Verfügung. Kontaktieren Sie uns, wenn Sie die Dokumente benötigen oder melden Sie uns einfach an der Mitgliedschaft interessierte Personen!

Verantwortlicher Herausgeber: Col Hervé de Weck

- 7, rue Saint-Michel • CH-2900 Porrentruy
- Courriel : herve.deweck@bluewin.ch